



## FERMETURES DE POSTES ET RESTRUCTURATIONS À LA DRFIP 35 **LA CGT NE LAISSERA PAS LA DIRECTION TOUT DÉMOLIR !**

Dès l'ouverture du CTL du 5 mai 2015, avant la lecture des déclarations liminaires des syndicats, le directeur a annoncé les restructurations de 2016 pour la DRFIP 35.

Dans les minutes qui suivaient, l'information était en ligne sur le site internet de la section.

- **Fermeture de la trésorerie de La Guerche-de-Bretagne** (fusion avec la trésorerie de Vitré collectivités et le SIP de Vitré au 1<sup>er</sup> janvier 2016)
- **Fermeture de la trésorerie de Louvigné-du-Désert** (fusion avec la trésorerie de Fougères collectivités et le SIP de Fougères au 1<sup>er</sup> janvier 2016)
- **Fusion des 2 SIP de St-Malo et des 2 SIE de St-Malo** (le CDIF n'est pas touché pour le moment)
- **Création d'un ou deux PRCP** (pôle de contrôle des revenus patrimoniaux).

Après les déplacements à Rennes des SPF de Vitré (septembre 2014) et Fougères (septembre 2015) qui sont des fusions qui ne disent pas leur nom, la direction attaque maintenant les grands travaux des restructurations de la démarche stratégique.

Immédiatement après l'annonce du directeur au CTL, les élus CGT ont réagi avec virulence. Pour la CGT, il n'est pas question d'accepter la démolition du service public ! Nous avons dénoncé l'hypocrisie de la direction qui, année après année, a volontairement dégradé les services et les conditions de travail des agents pour préparer ses réformes. C'est extrêmement évident pour La Guerche qui a subi pendant des années des difficultés importantes qui ont pourri la vie des agents, au risque de mettre leur santé en grave danger, avec de très longues périodes de sous-effectif. C'est également le sujet pour les SIP de St-Malo, où pour préparer la fusion, la direction a laissé les effectifs fondre, pour aboutir à des secteurs déséquilibrés ne pouvant plus faire face à toutes leurs charges de travail et où les agents souffrent.

Nous avons dénoncé également ces projets pour les effets qu'ils auront sur les territoires. La fusion de La Guerche avec Vitré aboutirait à éloigner certains usagers de 30 km de leur trésorerie. Pour Louvigné : certes c'est le plus petit poste du département, mais il n'est pas le plus en difficulté, et il a une grande utilité dans le territoire. Le secteur de Louvigné-du-Désert connaît une régression économique et

démographique très préoccupante. Alors que la population globale du département augmente, celle de ce secteur est en recul. Le chômage y est très élevé. Il est donc absolument nécessaire d'y maintenir et d'y renforcer les services publics pour aider les populations en grande fragilité ! Tout l'inverse de ce que la direction veut faire !

Quant à la création du ou des PCRCP, ne nous leurrons pas : c'est un transfert de missions et d'effectifs en provenance d'autres services (FI, brigade FI, SCP, PCE). Il n'y aura aucune création d'emplois et nous sommes même persuadés que rapidement ce sera une nouvelle piste pour en supprimer !

### **La démolition des services et du service public est en marche !**

Cette série de restructurations n'est qu'une étape dans la mise en œuvre de la démarche stratégique. D'autres sont déjà programmées pour les années 2017 et 2018 : SPF Redon à Rennes, fusion des trésoreries de Montauban et St-Méen-le-Grand, celles du CHU et du CHGR. Et la liste n'est certainement pas close, car la direction a, à coup sûr, d'autres projets qu'elle ne dévoile pas !

Tout ceci s'inscrit dans un cadre de réformes plus global, avec le développement des plateformes téléphoniques et de la e-administration, la dématérialisation à marche forcée, les réductions des horaires d'ouverture au public, les maisons de service public et maisons de l'État... dans un cadre général « d'économies »

pour obéir au diktat de l'Europe et des marchés financiers, pour financer le pacte de responsabilité et le budget de l'armée.

Le gouvernement vide les zones rurales de leurs services publics, détruit le lien entre les citoyens et leurs administrations, lien essentiel pour la démocratie.

Ne nous étonnons pas alors de voir se développer l'incivilité des usagers envers les agents.

Ne nous étonnons pas non plus de voir se développer et s'exprimer sans retenue, un profond sentiment anti-fiscal (entretenu par le gouvernement lui-même).

Ne nous étonnons pas non plus de voir l'extrême-droite surfer sur la vague pour attirer à elle tous les mécontents.

### **Concernant la dégradation des conditions de travail :**

Les restructurations ont un impact sur la qualité du travail et le service public, et avec son corollaire : l'industrialisation des tâches (plateformes téléphoniques, centres contacts, etc.), elles impactent également les conditions de vie au travail, avec des conséquences graves sur la santé des agents.

Le Ministère a donné officiellement des consignes aux Directions Générales (notes

santé, sécurité au travail 2013, 2014 et 2015) afin qu'elles soutiennent et accompagnent les personnels. Mais dans les faits, en CTL et en CHSCT, la DGFIP refuse purement et simplement d'obéir (à moins qu'il y ait des consignes orales contradictoires !) au Secrétariat Général, en empêchant les médecins de prévention, les inspecteurs santé sécurité au travail et les représentants du personnel au CTL et au CHSCT d'intervenir sur le terrain, afin qu'ils ne puissent pas dénoncer les dégâts des restructurations.

Nous rappelons que la santé au travail des agents relève de la responsabilité pénale du chef de service.

Il nous paraît évident que la DG et la DRFIP35 ont la crainte que nous soyons en mesure de ralentir le rouleau-compresseur de la démarche stratégique par l'action. Mais ils craignent également qu'avec les alertes des acteurs de prévention, le constat de l'impact des restructurations sur la santé physique et mentale des agents soit si négatif (burn-out, dépressions, suicides...), qu'une fois mis en lumière, ils soient dans l'obligation d'arrêter leurs restructurations.

Nous devons donc également intervenir sur ce plan avec le CHSCT, en lien avec l'action revendicative pour le retrait de ces restructurations.

**Pour la CGT, il faut développer et renforcer les services publics, notamment aux Finances Publiques, pour assurer l'ensemble des missions dans de bonnes conditions pour les salariés, pour la justice sociale, pour l'égalité de tous face à l'impôt, pour le soutien et le développement des territoires.**

**La CGT finances publiques ne laissera pas la direction démolir les services, les missions et les emplois à la DRFIP 35 !**

**Dans l'unité des personnels et l'unité syndicale, la CGT va se battre et organiser la mobilisation pour empêcher ces nouveaux mauvais coups portés au service public et aux agents !**

**Elle proposera une rencontre aux autres sections syndicales du département pour étudier collectivement les conditions d'une riposte unitaire.**